

# LA LETTRE ECO

**N°155**

**28 novembre 2015**

## **SOMMAIRE DE LA LETTRE N°155**

### **Le Coin des Epargnants**

- Le tableau financier
- Les marchés avaient la tête ailleurs

### **Si vous étiez absent cette semaine...**

- Coup d'arrêt intempestif en France
- L'économie américaine tourne rond

### **Le Coin de la Conjoncture**

- Les vacances d'état sont déjà loin mais elles n'ont pas été perdues pour tout le monde
- L'Europe, un continent agricole sans agriculteur !

### **Le Coin des Tendances**

- COP21 : la France, le mauvais élève des taxes environnementales
- L'éducation aux temps des contraintes

### **L'agenda éco et les prévisions de la semaine**

## LE COIN DES EPARGNANTS

### Le tableau financier de la semaine

	Résultats 27 novembre 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
<b>CAC 40</b>	4 930	+0,39 %	4 272
<b>Dow Jones</b>	17 798	-0,28 %	17 823
<b>Nasdaq</b>	5 128	+ 0,44 %	4 777
<b>Daxx Allemand</b>	11 293	+1,56 %	9 805
<b>Footsie</b>	6 375	+ 0,75 %	6 566
<b>Euro Stoxx 50</b>	3 488	+1,06 %	3 003
<b>Nikkei</b>	19 883	+0,02 %	17 450
<b>Taux de l'OAT France à 10 ans (taux BDF 25 nov.)</b>	0,8030	0,8260 %	0,8370 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans (27 nov.)</b>	0,389 %	0,484 %	0,541 %
<b>Taux du Trésor US à 10 ans (27 nov.)</b>	2,222 %	2,247 %	2,17 %
<b>Cours de l'euro / dollars (27 nov. A 19 H 00)</b>	1,059	-0,44 %	1,2106
<b>Cours de l'once d'or en dollars 27 nov.</b>	1057	-2,31 %	1 187
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars (27 nov. A 20H 00)</b>	44,860	+1,01 %	57,54

## **Les marchés avaient la tête ailleurs**

La semaine a été relativement calme même si le retour sur le devant de la scène des difficultés chinoises a, vendredi, retenu l'attention des investisseurs.

Les investisseurs attendent les annonces de la semaine prochaine (emploi aux Etats-Unis, discours de Janet Yellen et BCE) et du milieu du mois de décembre (décision de la FED). Par ailleurs, les marchés américains étaient fermés ce vendredi du fait de Thanksgiving, a permis au marché de limiter ses pertes. Les investisseurs ont également opté pour la prudence avant les rendez-vous de la semaine prochaine.

Les taux des obligations des Etats européens étaient à nouveau orientés à la baisse par anticipation des décisions que devraient annoncer Mario Draghi afin de relancer l'inflation...

Sur le pétrole, un plancher autour de 45/50 dollars se dessine. Les matières premières sont toujours influencées par le ralentissement des pays émergents.

Le brutal repli des bourses de Shanghai et de Shenzhen a remis au cœur de l'actualité le ralentissement de la Chine. Les indices de ces deux marchés ont perdu plus de 5 % vendredi 27 novembre, soit la plus forte baisse enregistrée depuis le mois d'août. Cette chute est la conséquence du lancement de nouvelles enquêtes par les autorités sur certains courtiers chinois. Par ailleurs, les résultats des entreprises chinoises sont en recul. Ce sont essentiellement les entreprises publiques qui éprouvent des difficultés à faire face à la transition économique.

## SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

### Coup d'arrêt intempestif en France

Les mauvais résultats du chômage et de la consommation, en France, au mois d'octobre, prouvent que la reprise demeure chaotique. Il est difficile d'avoir une vision claire de l'évolution de la reprise. Si de nombreux facteurs doivent conduire à son amplification, elle reste assez contrainte tant par la faible inflation, par l'attentisme et par la faiblesse de l'investissement (ménages tout particulièrement mais aussi entreprises). Cette conjoncture en dents de scie n'incite pas les entreprises à investir d'autant plus que les capacités de production sont loin d'être saturées.

Au mois d'octobre, selon l'INSEE, les dépenses de consommation des ménages en biens ont reculé de 0,7 % en volume et enregistrent ainsi leur première baisse depuis mars 2015. Ce recul est notamment imputable au repli des achats de biens durables (-1,8 % après +1,6 %). La chute la plus nette provient des achats d'automobiles (-3,4 % après +2,6 %). Par ailleurs, les dépenses en textile, habillement et cuir diminuent de nouveau (-1,0 % après -0,4 %).

### Panne de la consommation en octobre

La consommation a été le principal moteur de la croissance depuis le début de l'année. Elle avait été portée par la baisse des cours du pétrole et par les allègements d'impôt décidés par le Gouvernement en faveur des ménages les plus modestes. Sur un an, le bilan de la consommation reste correct. En effet, par rapport à octobre 2014, les dépenses des ménages en biens sont en hausse de 2,1 % et sur trois mois à fin octobre, leur évolution reste également positive (+0,3 %) par rapport aux trois mois précédents.

Ces facteurs tendent à s'estomper d'autant plus qu'en octobre, les ménages ont reçu leurs impôts locaux (taxe d'habitation et taxes foncières). Logiquement, une accélération de la consommation était attendue pour la fin de l'année. Les attentats pourraient peser sans nul doute sur la consommation du mois de novembre en Ile de France mais il est encore trop tôt pour évaluer leur impact réel.

### Rechute rapide du chômage

L'autre mauvaise nouvelle est venue du front du chômage. Après la baisse du mois de septembre, -23 800, certains espéraient, en effet, que la France avait enfin basculé de l'autre côté de la courbe mais les résultats du mois d'octobre soulignent que la bataille de l'emploi sera longue et qu'elle ne sera pas en ligne droite. La croissance reste insuffisante pour générer suffisamment de créations d'emploi. Le mois d'octobre est un mois d'arrivée sur le marché du travail des étudiants en fin d'études.

Selon le Ministère de l'emploi, à fin octobre, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) a augmenté de 1,2 % sur un mois (+42 000) pour atteindre à 3 589 800. Sur un an, la hausse est de 3,7 %. Le nombre de demandeurs d'emploi atteint un niveau record historique. Depuis le début de l'année, notre pays compte 90 000 demandeurs d'emplois de plus.

La France se démarque en la matière de ses principaux partenaires économiques. L'Allemagne, les Etats-Unis ou le Royaume-Uni connaissent presque le plein emploi. Il est à noter que si sur un an, l'Espagne connaît la plus forte diminution du chômage au sein de la zone euro, depuis trois mois elle doit à nouveau faire face à une hausse du nombre de demandeurs d'emploi.

Les seniors sont toujours très exposés au risque de chômage. En effet, le nombre de demandeurs d'emploi est resté stable pour les moins de 25 ans au mois d'octobre. En revanche, le nombre de chômeurs a augmenté de 1,4 % pour les 25-49 ans (+3,3 % sur un an) et de 1,5 % pour les 50 ans ou plus (+9,2 % sur un an).

Fin octobre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est de 5 435 800, en augmentation de 0,2 %, sur un mois et de 5,5 % sur un an.

En France (y compris Dom), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 3 850 900 pour la catégorie A (+1,1 % sur un mois, +3,5 % sur un an) et 5 740 600 pour les catégories A, B, C (+0,2 % sur un mois, +5,3 % sur un an).

### **Pourtant, la confiance n'avait pas disparu !**

L'enquête sur la confiance des ménages a été, en très grande partie, réalisée avant les attentats du 13 novembre dernier. Selon l'INSEE, seuls 7 % des enquêtés ont répondu après les attentats. De ce fait, on ne peut pas tirer des enseignements sur l'état d'esprit des consommateurs après les événements tragiques de ces derniers jours.

Il n'en demeure pas moins que l'enquête souligne que la confiance des ménages est stable. L'indicateur qui la synthétise se maintient à 96, un niveau inférieur à sa moyenne de longue période (100) mais il est à son plus haut niveau depuis 2008.

### **L'économie américaine tourne rond**

Le taux de croissance du 3<sup>ème</sup> trimestre a été révisé, à la hausse, ce mardi 24 novembre. Il a été de 2,1 % contre 1,5 % en première estimation. La prochaine révision est programmée le 22 décembre prochain.

Certes, la croissance a décéléré au 3<sup>ème</sup> trimestre par rapport au 2<sup>ème</sup> mais la baisse s'est atténuée. En effet au 2<sup>ème</sup> trimestre, le taux de croissance avait été de 3,9 %.

La révision a essentiellement porté sur les stocks des entreprises. Les dépenses dans l'immobilier, qui ont progressé de 7,3 %, ont également contribué à réviser à la hausse le PIB.

Les dépenses des ménages, qui représentent 70 % de l'activité économique aux Etats-Unis, n'ont augmenté que de 3 %, soit 0,2 point de moins que la première estimation et 0,6 point de moins par rapport au deuxième trimestre.

La hausse des revenus des ménages calculés après impôts et nets d'inflation, a atteint 3,8 % au 3<sup>ème</sup> trimestre. C'est le meilleur résultat enregistré depuis la fin 2012. Le taux d'épargne a progressé, dans ces conditions, de 0,2 point à 5,2 %.

Du fait des gains de pouvoir d'achat des ménages, une accélération de la consommation est attendue en cette fin d'année. Il y a néanmoins un point de vigilance avec la baisse des bénéfices des grandes entreprises américaines ayant des implantations à l'étranger. Elles souffrent tout à la fois du ralentissement de l'économie mondiale et de l'appréciation du dollar.

## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### **Les vacances d'état sont déjà loin mais elles n'ont pas été perdues pour tout le monde**

Après un cru 2014 très moyen, l'été 2015 se révèle meilleure que prévu pour le secteur touristique français.

Selon l'INSEE, au troisième trimestre 2015 en France métropolitaine, la fréquentation touristique dans les hébergements collectifs touristiques, exprimée en nuitées, a, en effet, progressé de 3,0 % par rapport à la même période de 2014 faisant suite à une hausse de 2,3 % le trimestre précédent.

Le climat international a incité de nombreux Français à privilégier leur pays pour leurs vacances. Les touristes étrangers ont été également au rendez-vous (sur les trois premiers trimestres).

### **La progression des nuitées se confirme dans l'ensemble des hôtels, campings et autres hébergements collectifs.**

La fréquentation hôtelière a augmenté de 3,3 % sur un an. Les hôtels dépendent de plus en plus de la clientèle d'origine étrangère. Elle a représenté au 3<sup>ème</sup> trimestre plus de 40 % des nuitées. Les nuitées de clients étrangers ont, en effet, progressé de 4,2 %. Ce sont les hôtels de luxe qui bénéficient de la plus forte hausse (+ 13,5 % pour la clientèle étrangère).

Les hôtels intermédiaires sont concurrencés par les nouvelles formes d'hébergement (airBnB...) mais c'est surtout les hôtels non classés qui souffrent le plus avec une diminution de 26 % des nuitées. Il faut souligner que les hôtels indépendants enregistrent une diminution du nombre de nuitées sur un an (-1,3 %) quand les chaînes continuent de progresser (9,2 %).

Le taux d'occupation des chambres est en hausse de 0,5 point sur un an et a atteint 68,1 % au troisième trimestre. La fréquentation augmente particulièrement sur le littoral (+5,1 %). Les touristes étrangers sont plus nombreux à privilégier également les vacances à la montagne (+7,2 %).

La fréquentation des résidences de tourisme augmente fortement, +6 %. En revanche, les villages vacances n'enregistrent qu'une hausse de 0,8 %

Les campings qui avaient souffert en 2014 renouent avec une forte croissance. Durant la période estivale. La fréquentation dans les campings a progressé de 2,3 %. Cette augmentation est avant tout liée à la fréquentation accrue des touristes français. Les campeurs privilégient de plus en plus le confort, dans les établissements 4 ou 5 étoiles (+6,5 %) et sur les emplacements équipés d'un hébergement (+5,5 %). Le taux global d'occupation gagne 1,2 point, à 47,3 % au troisième trimestre.

Les touristes ont privilégié le littoral qui a connu une forte progression en 2015, +5,1 % pour l'hôtellerie et + 4,1 % pour les autres formes collectives d'hébergement.

### **L'Europe, un continent agricole sans agriculteur !**

En 2013, l'Union européenne comptait 10,8 millions d'exploitations agricoles travaillant 174,6 millions d'hectares de terres. Entre 2003 et 2013, un peu plus de quatre millions d'exploitations ont disparu dans l'Union quand la superficie totale utilisée pour l'agriculture est restée stable (en hausse de 0,1 %). La superficie moyenne par exploitation a dans ces conditions augmenté de 38 % pour passer de 11,7 hectares en 2003 à 16,1 hectares en 2013.

### **La France demeure, en superficie, le premier pays agricole européen**

La France dispose de 15,9 % des terres agricoles de l'Union avec 27,7 millions d'hectares exploités. L'Espagne arrive en deuxième position avec 13,4 %. Suivent le Royaume-Uni (9,9 %), l'Allemagne (9,6 %), la Pologne (8,3 %), la Roumanie (7,5 %) et l'Italie (6,9 %).

Les surfaces agricoles exploitées baissent fortement dans certains pays du fait d'une concentration et de l'intensification de l'activité agricole. Le non remplacement des agriculteurs partant à la retraite explique cette évolution.

La plus forte diminution de la superficie agricole utilisée entre 2003 et 2013 a été enregistrée à Chypre (-30,1 %), suivie de l'Autriche (-16,3 %) et de la Slovaquie (-11,0 %).

Du fait des aides européennes, de politiques actives de diversification des activités économiques et de production correspondant à la demande internationale, certains Etats connaissent une augmentation de leur surface exploitée. La hausse la plus importante a été enregistrée en Bulgarie (+60,1 %), suivie de la Lettonie (+26,1 %), de la Grèce (+22,4 %) et de l'Estonie (+20,3 %).

## **Plus de 10 millions d'exploitations agricoles**

En 2013, l'Union européenne comptait 10,841 millions d'exploitations agricoles. La Roumanie se caractérise par un nombre très élevé d'exploitations, plus de 3,6 millions. Suivent la Pologne (1,4 million) et l'Italie (1 million). La France compte 472 200 exploitations agricoles. Depuis 2003, le nombre d'exploitation a baissé de plus de 23 % en France.

## **Une concentration accrue des terres agricoles**

Du fait de la disparition de 27,5 % des exploitations entre 2003 et 2013, la superficie moyenne par exploitations s'accroît fortement. Elle est passée de 11,7 hectares en 2003 à 16,1 hectares en 2013.

En 2013, les moyennes les plus élevées des superficies agricoles utilisées par exploitation ont été enregistrées en République tchèque (avec 133,0 hectares), au Royaume-Uni (93,6 ha), en Slovaquie (80,7 ha), au Danemark (67,5 ha), au Luxembourg (63,0 ha), en France (58,7 ha) et en Allemagne (58,6 ha). En dix ans, la superficie moyenne par exploitation s'est accrue de 13 hectares en France.

À l'inverse, des moyennes inférieures à 10 hectares par exploitation ont été enregistrées à Malte (1,2 ha), à Chypre (3,1 ha), en Roumanie (3,6 ha), en Slovénie (6,7 ha), en Grèce (6,8 ha) et en Hongrie (9,5 ha).

## **Des exploitants agricoles de plus en plus âgés !**

L'agriculture européenne doit faire face au vieillissement de ses actifs. Ainsi, sur les 10,8 millions d'exploitations agricoles recensées, près de 3,5 millions (31,1 %) étaient gérées par des personnes âgées de 65 ans ou plus et 2,6 millions (24,7 %) par des gestionnaires âgés entre 55 et 64 ans. Les moins de 35 ans ne représentaient que 6,0 % de l'ensemble des exploitants agricoles.

Plus de la moitié des chefs d'exploitations ont plus de 65 ans au Portugal. En Roumanie, ce taux est de 41 %. Il est de 40 % à Chypre, de 39,7 % en Italie et de 33,3 % en Espagne.

La France est moins concernée par ce problème de vieillissements. Le nombre d'exploitants de plus de 65 ans est de 12,4 %, 27 % se situant entre 55 et 64 ans.

Les pays ayant le moins d'exploitants agricoles âgés sont l'Allemagne (6,5 %), l'Autriche (8,6 %), la Pologne (9,6 %) et la Finlande (10,2 %). Les écarts entre pays membres sont liés au niveau des pensions agricoles. Quand la couverture retraite est faible, les agriculteurs restent le plus longtemps possible en activité au sein de l'exploitation familiale.

En revanche, dans tous les pays européens, le rajeunissement de la profession est difficile. La proportion des chefs d'exploitation âgés de moins de 35 ans, est inférieure à 10 % dans tous les États membres sauf en Pologne (12,1 %) et en Autriche (10,9 %). Les pourcentages les plus faibles de jeunes agriculteurs ont été

enregistrés à Chypre (où 1,7 % de la totalité des chefs d'exploitation étaient âgés de moins de 35 ans), au Danemark et au Portugal (2,5 % chacun) ainsi qu'aux Pays-Bas (3,1 %). La France est dans une situation intermédiaire avec 8,8 % des agriculteurs qui ont moins de 35 ans quand la moyenne communautaire est de 6 %.

## LE COIN DES TENDANCES

### COP21, la France le mauvais élève des taxes environnementales

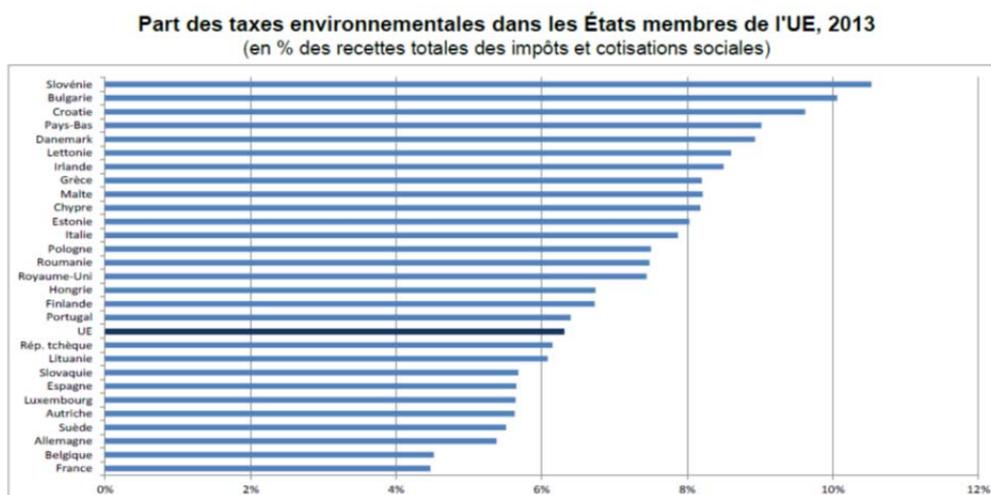
L'échec de l'éco-taxé symboliserait-il le fait que la France est rétive à mettre en place une fiscalité environnementale ? En effet, notre pays est le dernier de la classe européenne en la matière.

Dans l'Union européenne, les taxes environnementales se sont élevées à 330,1 milliards d'euros en 2013, contre 272,1 milliards d'euros en 2003.

La part des recettes des taxes environnementales dans le total des impôts et des cotisations sociales a diminué au cours de cette décennie, passant de 6,9 % en 2003 à 6,3 % en 2013. Les Etats membres sont donc très loin de respecter l'objectif communautaire fixé à 10 %, objectif qui devra être atteint en 2020.

Si l'on examine les principales catégories de taxes environnementales, les taxes sur l'énergie représentaient plus des trois quarts (77 %) du total des recettes dans l'Union, loin devant les taxes sur les transports (20 %) et celles sur la pollution et les ressources (3 %)

### La part des taxes environnementales la plus élevée en Slovaquie et en Bulgarie, la plus faible en Belgique et en France



La part des taxes environnementales dans le total des recettes des impôts et cotisations sociales varie considérablement d'un État membre à l'autre. Avec une part supérieure à 10 %, la Slovaquie (10,5 %) ainsi que la Bulgarie (10,1 %) étaient en

2013 les deux États membres où les taxes environnementales avaient le poids le plus élevé, devant la Croatie (9,6 %), les Pays-Bas (9,0 %) et le Danemark (8,9 %).

À l'autre extrémité de l'échelle, c'est en Belgique et en France (4,5 % chacune) que la part des taxes environnementales dans le total des recettes des impôts et cotisations sociales était la moins élevée en 2013.

La part des taxes environnementales a le plus augmenté en Estonie et en Slovaquie. Entre 2003 et 2013, le montant des recettes des taxes environnementales, exprimé en euros, a augmenté dans tous les États membres de l'UE pour lesquels des données sont disponibles, à l'exception du Portugal (-14 %) et de l'Allemagne (où il est resté quasiment stable). Au cours de la même période, la part des taxes environnementales dans le total des recettes des impôts et cotisations sociales a diminué dans la plupart des États membres, les baisses les plus importantes étant observées à Chypre (de 12,0 % en 2003 à 8,2 % en 2013, soit -3,8 points de pourcentage), au Portugal (-3,0 pp) et à Malte (-2,5 pp). En revanche, la part des taxes environnementales a augmenté entre 2003 et 2013 en Estonie (+1,9 pp) et en Slovaquie (+1,8 pp), suivies de loin par la Bulgarie et l'Irlande (+0,6 pp chacune), l'Italie (+0,4 pp) et la Lettonie (+0,3 pp).

**Dans tous les États membres, la principale contribution provient, sans surprise, des taxes sur l'énergie.**

Dans tous les États membres, les taxes sur l'énergie ont produit la majeure partie des recettes fiscales environnementales en 2013. Les taxes sur l'énergie prédominaient largement en Lituanie (94 %) ainsi qu'en République tchèque et au Luxembourg (93% chacun), où elles représentaient plus de 90 % du total des recettes issues des taxes environnementales en 2013. Les taxes sur les transports constituaient la deuxième contribution aux recettes des taxes environnementales dans tous les États membres, à l'exception de l'Estonie.

Les taxes sur les transports comptaient pour au moins un tiers du total des recettes fiscales environnementales à Malte (43 %), en Irlande (37 %), en Belgique et au Danemark (35 % chacun) ainsi qu'en Autriche (33 %). Les taxes sur la pollution et les ressources étaient globalement moins importantes, même si elles représentaient plus de 10 % du total des recettes des taxes environnementales en Croatie (19 %), aux Pays-Bas (13 %), en Estonie et en Slovaquie (11 % chacune).

### **L'éducation aux temps des contraintes**

L'OCDE a publié son recueil statistique 2015 des systèmes éducatifs des pays membres. Le décodage des nombreuses données permet de démontrer le rôle primordial de l'éducation dans la lutte contre les inégalités et la précarité et de souligner que les contraintes financières pèsent, de plus en plus, sur ce type de dépenses. En effet, entre 2010 et 2012, les dépenses publiques affectées aux établissements d'enseignement, du primaire au supérieur, ont diminué dans plus d'un pays de l'OCDE sur trois dont l'Australie, le Canada, l'Estonie, la France, la Hongrie, l'Italie, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne et les États-Unis.

## Les dépenses publiques d'éducation de plus en plus contraintes

En moyenne, les pays de l'OCDE ont consacré 5.3 % de leur PIB à l'éducation en 2012, du primaire au supérieur (en incluant les programmes non affectés par niveau d'enseignement). Les dépenses publiques d'éducation représentent 4,8 % du PIB soit le taux moyen constaté au sein de l'OCDE en 2012. Leur poids est en légère baisse depuis 2010.

## Les dépenses publiques en faveur de l'éducation sont les plus élevées dans les pays d'Europe du Nord.

Le secteur public finance à 83.5 % l'ensemble des dépenses affectées aux établissements du niveau primaire au niveau supérieur. Les financements publics de l'éducation ont diminué dans plus d'un pays de l'OCDE sur trois entre 2010 et 2012, parmi lesquels l'Australie, le Canada, l'Estonie, la France, la Hongrie, l'Italie, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne et les États-Unis.

Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 10 220 dollars par élève et par an de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur : 8 247 USD par élève du primaire, 9 518 USD par élève du secondaire et 15 028 par étudiant de l'enseignement supérieur.



## La montée en puissance des dépenses privées d'éducation

La part du secteur privé dans le financement de l'enseignement supérieur a augmenté depuis une dizaine d'années. Deux tiers environ des financements privés dans le supérieur proviennent des droits de scolarité acquittés par les ménages. Ces droits excèdent 4 000 dollars en Australie, au Canada, en Corée et en Nouvelle-Zélande, 5 000 dollars au Japon et 8 000 dollars au Royaume-Uni et aux États-Unis.

## **Un nombre croissant de diplômés au sein de l'Union**

L'OCDE souligne que près de 85 % des jeunes des pays membres seront diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au cours de leur vie. Les femmes obtiennent désormais de meilleurs résultats que les hommes. L'écart hommes-femmes le plus flagrant est observé en Slovénie, où 95 % des jeunes femmes devraient obtenir un diplôme de fin d'études secondaires, contre seulement 76 % des jeunes hommes.

Environ 41 % des jeunes de 25-34 ans dans les pays de l'OCDE ont désormais une formation de niveau universitaire. Ce pourcentage est de 16 points supérieur à celui des 55-64 ans de niveau d'études comparable.

32 % de la population française âgée de 25 à 64 ans avait, en 2014, un niveau d'enseignement supérieur contre 22 % en 2000. La France reste sur ce point en-deçà de la moyenne de l'OCDE qui est de 34 %. En revanche, pour les jeunes actifs de 25 à 24 ans, ce taux s'élève à 44 % et est supérieur à la moyenne de l'OCDE qui est de 41 %.

## **Un nombre croissant de jeunes qui poursuivent leurs études à l'étranger**

Le nombre d'étudiants inscrits en dehors de leur pays d'origine a considérablement augmenté, passant de 1,7 million dans le monde en 1995 à plus de 4.5 millions. Ces migrations concernent avant tout les plus diplômés. Ainsi, 27 % des étudiants des pays de l'OCDE diplômés pour la première fois d'un programme de doctorat en 2013 étaient des étudiants internationaux, contre 7 % seulement des étudiants ayant décroché une licence.

## **L'éducation reste le meilleur sésame pour l'accès à l'emploi**

83 % des diplômés de l'enseignement supérieur exercent un emploi, contre 74 % des diplômés de fin d'études secondaires ou de l'enseignement post-secondaire non universitaire et 56 % des diplômés n'ayant pas atteint le deuxième cycle du secondaire.

## **Des taux de scolarisation de plus en plus élevés pour les enfants de 3 à 5 ans**

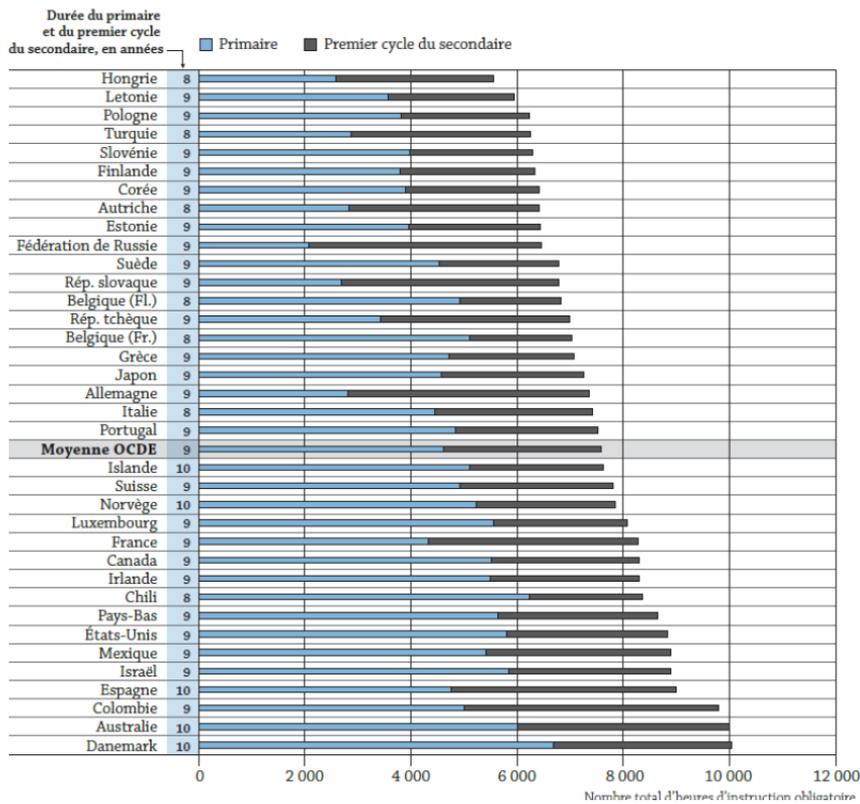
Dans la plupart des pays de l'OCDE, l'éducation commence désormais bien avant l'âge de 5 ans pour la plupart des enfants. Quelques 74 % des enfants de 3 ans sont scolarisés dans l'OCDE, ce chiffre étant de 80 % dans les pays de l'OCDE membres de l'Union européenne.

Les taux de scolarisation dans l'enseignement pré-primaire des enfants de 3 ans sont passés de 52 % en 2005 à 72 % en 2013, et de 69 % à 85 % pour les enfants de 4 ans pour la même période. Les taux de scolarisation des enfants de 4 ans ont augmenté de 20 % au moins en Australie, au Chili, en Corée, au Mexique, en Pologne, dans la Fédération de Russie et en Turquie entre 2005 et 2013.

Plus de la moitié des enfants inscrits dans des programmes de développement de la petite enfance fréquentent des établissements privés. La charge financière incombant aux parents peut être lourde, même en cas de subventions publiques.

### C'est au Danemark que les élèves travaillent le plus

Les élèves reçoivent en moyenne 7 570 heures d'enseignement obligatoire du primaire à la fin du premier cycle du secondaire. Les élèves danois sont ceux qui en reçoivent le plus, avec plus de 10 000 heures, les élèves hongrois en recevant le moins, avec moins de 6 000 heures.



## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Dimanche 29 novembre

Au **Japon**, il faudra suivre **la production industrielle du mois d'octobre ainsi que les résultats des ventes de détail.**

### Lundi 30 novembre

En **France**, à Paris se tiendra jusqu'au décembre **la Conférence Climat 2015.**

Au **Japon**, seront communiquées **les mises en chantier et les commandes de construction** du mois d'octobre.

En **Espagne**, seront rendues publiques **les ventes de détail** d'octobre.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre **le rapport sur l'inflation et les ventes de détail** de septembre.

En **Italie**, sera publié **l'indice des prix à la consommation** du mois de novembre.

Au **Portugal**, sera communiqué **le résultat du PIB** du troisième trimestre.

En **Allemagne**, sera publié **l'indice des prix à la consommation** du mois de novembre.

Aux **Etats-Unis**, sera rendu public **l'indice des directeurs d'achat (PMI) de Chicago** du mois de novembre. Seront communiquées **les promesses de ventes de maisons** du mois d'octobre.

### Mardi 1<sup>er</sup> décembre

Au **Japon**, **l'indice PMI manufacturier Nikkei** du mois de novembre sera publié.

**Les indices Markit – PMI manufacturier** du mois de novembre seront publiés pour **l'Espagne, l'Italie, la France, la Grèce, l'Allemagne, la zone euro et le Royaume-Uni.**

En **France**, sera publié **le résultat des immatriculations de voitures neuves** pour le mois de novembre.

En **Allemagne**, **le taux de chômage** du mois de novembre sera rendu public.

En **Italie**, **le taux de chômage** du mois d'octobre sera communiqué.

Pour la **zone euro**, **le taux de chômage** du mois d'octobre sera également connu.

Il faudra suivre **les indices PMI manufacturier du Canada et des Etats-Unis** pour le mois de novembre. Il faudra également regarder **l'indice d'optimisme économique IBD/TIPP** du mois de décembre, **les dépenses de construction** du mois d'octobre et **les ventes totales de véhicules** du mois de novembre.

### **Mercredi 2 décembre**

En **Allemagne**, il faudra regarder les ventes de détail du mois d'octobre.

En **Espagne**, sera communiquée **la variation du chômage** du mois de novembre.

Pour la **zone euro**, sera communiqué **le taux d'inflation du mois de novembre**.

Aux **Etats-Unis**, seront connus **les coûts salariaux** du troisième trimestre et la productivité non agricole.

Aux **Etats-Unis** est très attendu **le discours de Janet Yellen, la Présidente de la FED** devant la **Commission économique du Congrès**.

### **Jeudi 3 décembre**

En **France**, sera rendu public **le taux de chômage** du troisième trimestre. Au deuxième, ce taux était de 10,3 %.

En **Espagne, en Italie, en France, en Allemagne, pour la zone euro, pour le Royaume-Uni et pour les Etats-Unis** seront communiqués **les indices Markit PMI des services** du mois de novembre.

Pour la **zone euro**, seront communiquées **les ventes de détail** du mois d'octobre.

La **Banque centrale européenne** tiendra **une conférence de presse** sur sa politique monétaire.

### **Vendredi 4 décembre**

**Une réunion interministérielle de l'OPEP est programmée à Vienne.**

Aux **Etats-Unis**, sera très regardé le taux de chômage du mois de novembre. Il était de 5 % en octobre. Seront également communiqués **le taux de participation au marché du travail et le revenu horaire moyen**.

**Toujours aux Etats-Unis**, seront connus **les résultats de la balance commerciale** d'octobre.

La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson  
Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr)

#### Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

#### Adresse de facturation

Nom -----  
Prénom -----  
Fonction: -----  
Organisme: -----  
Adresse: -----  
-----  
Code Postal -----Ville -----  
Pays  
Tél.: -----  
E-mail:-----

#### Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC